



Table des matières

École Académique de la Formation Continue (EAFC). Le programme de formation	1
Délégation Régionale Au Numérique Éducatif (DRANE).....	1
EDUCFI : Atelier de découverte et de formation du jeu « Mes questions d'argent ».....	2
Intégrer des activités pédagogiques dans ELEA (niveau 1.5).....	2
Nouveaux textes sur le DNB parus au Bulletin officiel spécial n° 4 du 17 septembre 2026	3
Brevets et diplômes.....	3
Stratégie de science ouverte 2026-2033	3
Vaccination contre le HPV.....	4
Vaccination	4
AMUE	4
Avenir du travail	4
Formation professionnelle.....	4
Réduction des inégalités en mathématiques	5
Cantine scolaire	5
Insertion professionnelle selon le secteur d'étude.....	5
Règles déontologiques en période pré-électorale	5
Sommet international sur l'espace.....	5

École Académique de la Formation Continue (EAFC). Le programme de formation



La première campagne d'inscription aux parcours à candidature individuelle du 22/09/2026 au 05/10/2026.

Découvrez le programme de formation et inscrivez-vous !

<https://www.ac-lyon.fr/le-programme-de-formation-129741>

Délégation Régionale Au Numérique Éducatif (DRANE)

Prochaine campagne de formations : Inscriptions à partir du 22 septembre

<https://drane.ac-lyon.fr/spip/>



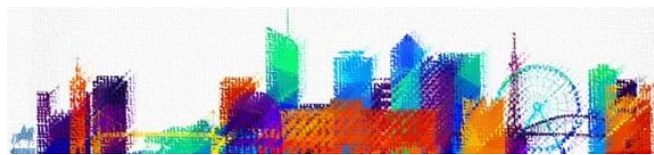
ELEA : Concevoir et mettre en oeuvre des activités pédagogiques avec la plateforme d'apprentissage Eléa



- Prendre en main Eléa (débutant). Formation locale par département.
- Prendre en main Eléa (débutant). Formation par discipline.
- Maîtriser les paramètres avancés de la plateforme. Formation locale par département

Intelligence artificielle : Comprendre, questionner et utiliser les IA dans sa pratique professionnelle

- Les intelligences artificielles en éducation (débutant). Formation locale par département
- IA et enseignement : comprendre, intégrer et encadrer (débutant). Formation par discipline.
- Évaluer à l'ère de l'IA (avancé).
- Points de vue philosophiques sur l'IA : Penser l'IA et ses enjeux (tout public)



Outils libres : Linux,, Grist, Apps : 3 formations pour découvrir des outils

- Découvrir et s'appropriier le système d'exploitation libre Linux
- Gérer les données avec Grist
- Écrire et publier des documents collaboratifs avec Apps

PIX+Édu : Développez vos compétences numériques professionnelles

3 étapes, de la découverte à la passation du volet automatisé et du volet professionnel de PIX+Édu
100% distanciel, nombreux rendez-vous

EDUCFI : Atelier de découverte et de formation du jeu « Mes questions d'argent »

Le jeu « Mes questions d'argent » est un outil développé dans le cadre du programme EDUCFI pour aider les jeunes à mieux comprendre les questions liées au budget, à la consommation et à la gestion de l'argent au quotidien. Il contribue à faciliter dans les établissements, la passation du passeport EDUCFI et sa généralisation pour les élèves de collège(4e), 2de professionnelle, 3e prépa métiers et de CAP.

La Banque de France propose d'accompagner sa prise en main, en proposant un **atelier de découverte et de formation**, animé Madame Valérie DECROLIER, coordinatrice régionale EDUCFI.

L'atelier est proposé le

Mercredi 7 octobre **De 14h00 à 16h00** **Banque de France de Lyon 69002, 4 Cours Bayard**

Au programme : présentation du jeu, mise en situation, conseils d'animation et échanges de bonnes pratiques. Ce temps se veut avant tout convivial et interactif, afin que chacun puisse repartir avec toutes les clés pour animer une séance en classe.

[Je m'inscris](#)

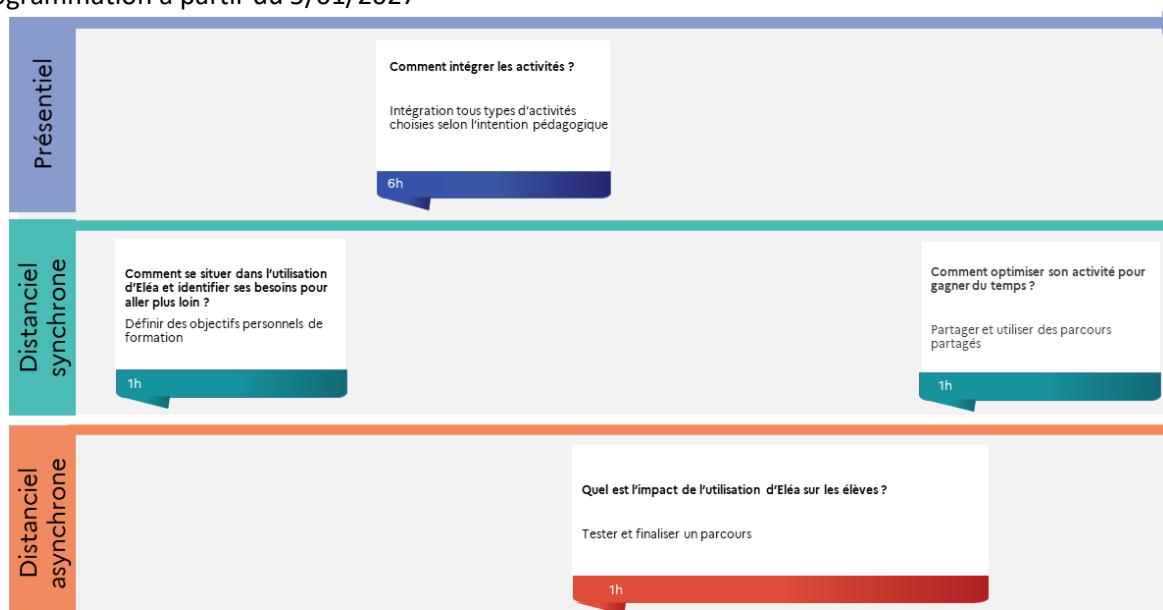
Cet atelier s'adresse aux enseignants de toutes disciplines qu'ils connaissent déjà le dispositif EDUCFI ou qu'ils le découvrent pour la première fois.

Intégrer des activités pédagogiques dans ELEA (niveau 1.5)

Approfondissez votre connaissance de la plateforme ELEA via un module spécial d'une journée de présentiel.

Profil concerné par cette formation de niveau avancé : Enseignant ayant déjà une expérience de l'utilisation d'ELEA avec les élèves et souhaitant approfondir sa maîtrise de la plateforme.

Programmation à partir du 5/01/2027



Si vous êtes intéressé(e) nous vous invitons à nous en informer par mail : ien-eg-math-sciences@ac-lyon.fr, avant de valider votre inscription. (Entre 16 et 20 places réservées)



Nouveaux textes sur le DNB parus au Bulletin officiel spécial n° 4 du 17 septembre 2026

Exigences en matière de maîtrise de la langue à tous les examens à compter de la session 2027

Note de service du 11-9-2026 (NOR : MENE2623195N)

Modalités d'attribution du diplôme national du brevet à compter de la session 2027

Note de service du 11-9-2026 (NOR : MENE2623194N)

Définition des épreuves de l'examen du diplôme national du brevet à compter de la session 2027

Note de service du 11-9-2026 (NOR : MENE2623228N)

Nous attirons votre attention sur quelques modifications : la maîtrise de la langue est prise en compte.
« *Compétence indispensable pour rendre compte de connaissances et de capacités de raisonnement, la maîtrise de la langue est évaluée en mathématiques comme dans l'ensemble des disciplines. À ce titre, elle doit faire l'objet d'une attention particulière dans la mise en œuvre et dans l'appropriation du programme d'enseignement.*

La maîtrise de la langue est prise en compte à hauteur de deux points sur vingt, dédiés à la maîtrise des normes orthographiques et syntaxiques ainsi qu'à la capacité à formuler un raisonnement et à utiliser un vocabulaire juste et adapté ».

Les attendus et observables rédactionnels sont précisés dans le tableau ci-dessous :



	Très insuffisant	Insuffisant	Satisfaisant	Très satisfaisant
Orthographe	Erreurs très fréquentes, notamment sur des règles simples (accords sujet-verbe, accords dans le groupe nominal, etc.).	Erreurs fréquentes et/ou répétées (accords, conjugaison, homophones, etc.).	Erreurs ponctuelles, lexicales ou grammaticales (accords, homophones grammaticaux, etc.), mais qui ne se répètent pas de façon systématique.	Orthographe lexicale et grammaticale maîtrisée ; erreurs isolées, sans caractère systématique.
Syntaxe / construction des phrases	Syntaxe très défaillante : nombreuses phrases mal construites, incorrectes, incompréhensibles ou à la ponctuation inopérante.	Construction de phrases fragile : maladresses récurrentes, phrases parfois mal structurées.	Phrases globalement bien construites malgré quelques maladresses syntaxiques ponctuelles.	Phrases correctement construites, syntaxe maîtrisée voire riche (subordination, coordination, etc.).
Lexique	Le lexique, notamment celui de la discipline, est employé à mauvais escient ou très pauvre.	Le lexique, notamment celui de la discipline, est pauvre et parfois employé à mauvais escient.	Le lexique, notamment celui de la discipline, est globalement correct.	Le lexique, notamment celui de la discipline, est riche et correctement utilisé.
Mise en forme et organisation de la réflexion	Le propos n'est pas organisé.	Le propos est organisé de manière peu pertinente.	Le propos est organisé de manière globalement cohérente.	Le propos est organisé de manière cohérente. Il suit un fil conducteur perceptible et pertinent.

Brevets et diplômes



Dates d'ouverture et de clôture des registres d'inscription de l'examen du brevet de technicien supérieur (BTS) à la session 2027.

Arrêté du 25-8-2026 ([NOR : ESR2623392A](#))

Stratégie de science ouverte 2026-2033



Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace dévoile sa Stratégie de science ouverte (SSO) pour les huit prochaines années. Cette feuille de route ambitieuse, annoncée dans le cadre du 4e Forum Blue Sky de l'OCDE sur les données et les indicateurs de science, technologie et innovation, souligne l'engagement continu de la France en faveur d'une recherche plus transparente, collaborative et



accessible. Le premier plan d'action de la SSO, couvrant la période 2026-2029, est structuré autour de huit objectifs stratégiques.

[Le communiqué de presse](#)

[La Stratégie de science ouverte 2026-2033](#)

Vaccination contre le HPV



69 % des parents d'enfants scolarisés en 5ème l'an dernier indiquent avoir fait vacciner leur enfant contre le HPV, dont 20 % dans le cadre de la campagne organisée par le collège. L'opportunité de faire vacciner son enfant via son établissement scolaire est bien connue par les parents (86 %) et ceux qui y ont eu recours sont quasi-unaniment satisfaits de l'organisation (96 %). L'information auprès des parents pourrait néanmoins être encore renforcée. Parmi les 31 % de parents qui indiquent ne pas avoir fait vacciner leur enfant, 44 % déclarent ne pas avoir reçu d'informations sur le déroulement de la campagne dans le collège de leur enfant.

[Enquête IPSOS-BVA / MSD \(18 septembre 2026\)](#)

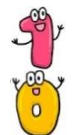
Vaccination



La Cour des comptes a évalué la politique de vaccination en France depuis 2018. Au collège, la vaccination, principalement contre le papillomavirus humain, a eu des résultats décevants. Entre septembre 2024 et juin 2025, à peine plus d'une vaccination anti-HPV sur dix a eu lieu en milieu scolaire. Les campagnes de vaccination ont rencontré de multiples difficultés, notamment en raison du manque d'implication des infirmiers et de la publication tardive des instructions ministérielles. La Cour préconise d'intégrer la vaccination dans la stratégie de santé scolaire, en prévoyant la possibilité pour les infirmiers de l'éducation nationale de prescrire des vaccins et de vacciner.

[Le rapport de la Cour des comptes](#)

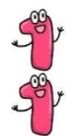
AMUE



Grâce à un élargissement progressif de ses missions, l'Agence de mutualisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche (AMUE) est devenue un opérateur national de mutualisation combinant le développement et l'exploitation de systèmes d'information, la formation des personnels, une centrale d'achats et l'animation de la communauté numérique. Si la Cour des comptes dresse un bilan globalement positif de son fonctionnement et de sa gestion, elle invite l'agence à renforcer le pilotage des offres numériques, à sécuriser le cycle des recettes et les dispositifs de contrôle interne et à conforter le modèle économique de la centrale d'achats.

[Observations définitives de la Cour des comptes](#)

Avenir du travail



Dans le cadre de son exercice de prospective nationale « France 2035, France 2050 », le Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan s'intéresse aux mutations du travail. Il souligne en particulier la dégradation des compétences scolaires et la fragilité du lien formation-emploi, alors que d'importants besoins de recrutement sont attendus dans certains métiers. Le Haut-Commissariat recommande d'investir massivement dans la formation initiale, de mieux orienter les formations vers les besoins de l'économie et de poursuivre le développement de l'apprentissage.

[Le rapport du Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan, focus « Choisir son travail demain »](#)

Formation professionnelle

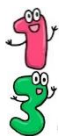


En 2024, le réseau des Greta et des groupements d'intérêt public – formation continue (GIP-FCIP) a accueilli 370 100 stagiaires, soit une baisse de 5 % des effectifs par rapport à l'an dernier, et dispensé 69,1 millions d'heures de formation, un total en baisse de 2 %. Alors que le nombre d'apprentis progresse de 5 % et atteint 29 % des effectifs, celui des demandeurs d'emploi recule de 11 %. L'apprentissage concentre par ailleurs 55 % des heures de formation dispensées.

[Note d'information de la DEPP n° 26.41 \(septembre 2026\)](#)



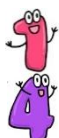
Réduction des inégalités en mathématiques



Le CSEN propose un retour sur l'application du protocole OURS mis en place auprès d'élèves de maternelle, fondé sur la recherche en psychologie du développement et de l'apprentissage. L'évaluation montre que le protocole améliore durablement les performances arithmétiques dès la maternelle, en particulier en éducation prioritaire, et réduit significativement l'écart avec les élèves hors éducation prioritaire. Sa mise en œuvre suppose toutefois des conditions spécifiques : formation des enseignants, accompagnement en classe et attention portée aux pratiques professionnelles.

[Note n° 16 du CSEN \(septembre 2026\)](#)

Cantine scolaire



Dans sa nouvelle publication intitulée Édudébat, l'Ifé s'est intéressé à la cantine scolaire, notamment aux questions de la gratuité et des menus. La cantine est à la fois envisagée comme un dispositif socioéducatif que l'État doit garantir, et comme une charge budgétaire dont il faudrait contenir le coût. L'Institut fait également le point sur les recherches en sciences sociales consacrées à ce sujet. Elles montrent que la cantine est un espace de socialisation entre pairs mais aussi un lieu de reproduction des inégalités d'accès.

[Édudébat n° 1 de l'Ifé \(septembre 2026\)](#)

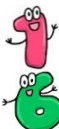
Insertion professionnelle selon le secteur d'étude



L'avantage apparent de certaines formations privées masque une réalité plus complexe, d'après le Céreq. Elle s'explique par la composition sociale des publics des deux secteurs, les parcours scolaires et la place croissante de l'alternance. Une fois ces facteurs pris en compte, les écarts favorables au privé disparaissent le plus souvent, voire s'inversent dans certaines formations du supérieur. Ainsi, le secteur privé par voie scolaire constitue un segment d'enseignement socialement sélectif en comparaison du secteur public. En revanche, ce n'est pas le cas des formations privées par alternance, dont les sortants ne sont pas plus favorisés (pour le secondaire et le supérieur long) voire le sont moins (pour le supérieur court) que ceux des formations publiques équivalentes.

[Céreq bref n° 490 \(septembre 2026\)](#)

Règles déontologiques en période pré-électorale



Rappel des règles déontologiques applicables aux agents publics et du cadre juridique de l'intervention de personnalités politiques au sein des établissements d'enseignement scolaire en période pré-électorale.

[Note du 14 septembre 2026 \(BOENJS n° 35 du 17 septembre 2026\)](#)

Sommet international sur l'espace



Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace a présenté en Conseil des ministres, le 16 septembre, un bilan du Sommet international sur l'espace, organisé à Paris les 9 et 10 septembre. L'événement a réuni plus de 2 000 participants dont 200 jeunes, une centaine de pays et organisations internationales et donné lieu à une cinquantaine d'annonces représentant plus de 20 milliards d'euros d'investissements et de contrats. Le Sommet a notamment permis de réaffirmer les ambitions françaises et européennes en matière de souveraineté spatiale, de coopération internationale, de sécurité, d'innovation et d'observation de la Terre, avec l'annonce de 40 millions d'euros supplémentaires investis par la France via le CNES dans un nouveau programme d'observation de la Terre.

[La communication de Philippe Baptiste](#)